

Communiqué 001 - Ligue pour l'Education, les Sciences et la Culture en République centrafricaine (LESC-RCA)

Enlèvement de deux personnes en mission humanitaire

Les compatriotes égarés, renforcés par l'impunité dont ils ont largement bénéficié, espèrent avoir toujours et encore une fois, le dernier mot en Centrafrique.

En enlevant deux femmes, ils ne respectent pas notre culture qui interdit de s'attaquer à des personnes sans armes et vulnérables.

En enlevant ces deux femmes en mission humanitaire, ils espèrent s'agiter et exister sur la scène publique de notre pays en usant de chantage, faisant preuve de lâcheté et prolongeant l'image bien détériorée de notre République aux yeux du monde.

En osant s'attaquer à l'une des femmes qui est âgée, ils bafouent tout l'héritage légué par nos ancêtres, toutes les valeurs africaines et universelles de respect envers la femme-mère, la femme-sœur, la femme-fille, la femme-nièce, et en tout cas cet être par lequel nous avons tous reçu la vie. C'est par la femme-mère que la vie perdure, se répand et illumine les foyers dans le monde.

A cette heure, nos pensées se tournent vers toutes ces deux femmes enlevées, soustraites à leurs responsabilités et missions profondément humaines dans un pays en proie à une tragédie, tragédie dans laquelle elles sont venues nous soutenir en essayant d'intervenir dans le domaine de la santé et de l'Education, alors que nous avons collectivement failli.

Nous demandons en tant que organisation non gouvernementale centrafricaine, non affiliée à un parti politique, **la libération sans délai de ces deux personnes et le respect absolu de leur intégrité physique et psychique.**

Le peuple centrafricain est profondément épris de paix, **démontrez-le aux yeux de l'humanité, en relâchant sans tarder ces deux femmes.**

Aux décideurs et acteurs internes et externes impliqués dans la tragédie centrafricaine, osons opposer une détermination conséquente afin que la justice, la force de la Loi et la dignité, l'humanité, reprennent toutes leurs places dans ce pays, dont le peuple et les personnes qui ont choisi d'y vivre, endurent l'inacceptable.

Pour le bureau la LESC - France et de République Centrafricaine

Paris, le 20 janvier 2015.



Le président

Jean-Pierre REDJEKRA